

Le baromètre de la réforme

L'analyse de Jérôme SAINTE-MARIE

Vague de février 2009

*La note qui suit est préparée pour le compte de **Valeurs Actuelles***

Contact : Jérôme Sainte-Marie - jerome.saintemarie@isama.fr - 06 37 58 08 52

L'action de Nicolas Sarkozy très mal perçue par les salariés

L'annonce intervenue mercredi 25 février de 90 200 demandeurs d'emploi supplémentaires ne pouvait manquer de jeter une ombre dans l'opinion sur l'efficacité de l'exécutif. Aussi l'action de Nicolas Sarkozy au cours du mois écoulé n'a-t-elle plu qu'à 40% des Français, au lieu de 49% en janvier, et déplu à 58%.

Cette appréciation négative est majoritaire dans la plupart des catégories d'analyse considérées, à commencer par les jeunes (seulement 27% de réponses positives chez les 18-24 ans, soit un recul de 19 points), les femmes (35%, - 13 points), les employés (29%, - 16 points), et, en général, les salariés (31%, - 19 points). Les personnes travaillant à leur compte (58% de bonnes opinions, - 3 points) et les retraités (48%, - 7 points) demeurent nombreux à avoir apprécié l'action présidentielle.

Ainsi, l'émission « Face à la crise » le 5 février et l'intervention plus solennelle du 18 n'ont pas permis de surmonter le constat d'impuissance de la puissance publique à contenir l'historique envolée du chômage.

La dépense publique incomprise

Le citoyen n'est pas spontanément keynésien ! L'idée qu'un contexte de crise justifierait d'accroître la dépense publique n'a rien de naturel pour une très large majorité des Français : 72% considèrent qu'en période de crise économique, il vaut mieux limiter la dépense publique. Ce point de vue est particulièrement répandu à droite (78%) mais aussi parmi les catégories populaires (79% parmi les ouvriers et employés). Ces données sont révélatrices du trouble que peuvent connaître nombre des citoyens en entendant les sommes engagées dans les différents plans de relance ou de sécurisation économique. Non seulement certains peuvent mettre en cause leur caractère éventuellement tardif ou incomplet, mais davantage n'en conçoivent pas la justification. Ceci constitue un risque de malentendu sérieux avec des catégories entières, y compris certaines très favorablement disposées à l'égard du gouvernement et de Nicolas Sarkozy.

Une volonté réformatrice très remarquée sur l'éducation nationale

En dépit d'une notoriété récente et imparfaite, Valérie Pécresse est considérée comme la ministre manifestant le plus de volonté de réforme, et ceci notamment à droite (46% de l'ensemble des citations des sympathisants de droite). Son travail sur les universités n'est pas passé inaperçu, pas davantage que les différents projets du ministre de l'éducation nationale, également très souvent cité (30%, et 36% parmi les seuls sympathisants de droite). Ces deux ministres ont éclipsé Rachida Dati, en tête de ce classement en octobre et décembre dernier, qui n'est plus aujourd'hui qu'en quatrième position (25%) derrière Jean-Louis Borloo (27%).

Les socialistes en panne de crédibilité économique dans l'opinion

Nicolas Sarkozy est confronté à un niveau d'attentes exceptionnelles pour trois raisons principales : la gravité des phénomènes économiques actuels, naturellement ; l'impression de réussite à l'automne de ses initiatives internationales face à la crise financière ; le contexte politique national marqué par l'absence d'élections au scrutin majoritaire dans un proche avenir, qui placeraient les citoyens dans une logique d'alternative. La faiblesse même de l'opposition renforce la solitude du pouvoir face à aux inquiétudes des citoyens, alors qu'une plus grande visibilité des socialistes pourrait paradoxalement aider l'exécutif. En effet, si les Français constatent que le pouvoir ne peut empêcher la crise de produire ses effets dévastateurs, ils considèrent, dans leur majorité (54%) que la gauche, en matière de politique économique, ferait moins bien. 49% des salariés (contre 47%) le pensent également.

Le maintien souhaité de la Guadeloupe dans la République

A une très nette majorité, l'opinion publique métropolitaine souhaite que la Guadeloupe demeure un département français (58%), même si une minorité très significative préféreraient qu'elle devienne dans quelques années un Etat indépendant (40%). La ventilation des réponses montre que la situation locale n'est guère perçue comme un problème plus ou moins colonial, mais davantage comme un tonneau des Danaïdes pour l'aide publique. Plus les répondants se situent politiquement à droite, plus ils sont favorables à une indépendance de la Guadeloupe. Inversement, les sympathisants de gauche sont très majoritairement favorables à son maintien dans le cadre national. De la même façon, si les jeunes privilégient massivement cette option, les personnes de plus de 60 ans sont, à une faible majorité, acquis à l'idée d'une séparation.

Jérôme Sainte-Marie
Président de l'institut iSAMA